La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

27ème année - N°5241 - Mardi 10 Novembre 2026 - Prix : 200 Fc

ÉDUCATION :

Encourager les filles à choisir les filières scientifiques



CULTURE :

À Foumbouni, le théâtre apprend aux enfants à dire non

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

30 Djamadul - Awal 1448
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Novembre 2026

Lever du soleil:
05h 33mn
Coucher du soleil:
18h 08mn

Fadjr :	04h 20mn
Dhouhr :	11h 54mn
Ansr :	15h 23mn
Maghrib:	18h 11mn
Incha:	19h 25mn



CULTURE :

Tcheza fait dialoguer les cultures de l'océan Indien

À l'occasion d'une conférence de presse tenue ce lundi 9 novembre à Moroni, la compagnie comorienne Tcheza a présenté « Océan Indien », une création chorégraphique réunissant des artistes des Comores, de Madagascar, de La Réunion, de Maurice et de France. Porté par une démarche de coopération artistique régionale, ce spectacle explore les liens culturels et spirituels qui unissent les peuples de l'océan Indien. Il sera présenté au public comorien ce mercredi 11 novembre à 20 heures, à l'Alliance française de Moroni.



La mer est à la fois une frontière et un trait d'union. C'est autour de cette double dimension que s'articule « Océan Indien », une création qui fait dialoguer les corps, les mouvements et les héritages culturels des peuples de la région. Des Comores à Madagascar, en passant par La Réunion et Maurice, les artistes explorent ce qui rapproche leurs territoires, malgré les distances et les différences. Pour Nasrat Mohamed Issa, directrice adjoint de l'Alliance française de Moroni, cette création est le prolongement d'une dynamique artistique initiée au fil des événements accueillis par l'établissement. C'est dans ce contexte que Tcheza a vu le jour en 2014. Le projet « Océan Indien » s'inscrit, quant à lui, dans une démarche de coopération régionale, à travers des résidences artistiques réalisées dans plusieurs territoires, avec notamment le soutien de l'Institut français etc.

À l'origine de cette démarche, Seush, fondateur et directeur artistique de la compagnie Tcheza, explique avoir voulu dépasser les frontières pour faire émerger une expression artistique commune. Une ambition qui n'a toutefois pas été sans difficultés, notamment en raison des contraintes administratives liées à la circulation des artistes et aux formalités de visa. « Je me suis rendu compte que, dans l'aspect artistique, nous avions plusieurs points communs avec Madagascar, La Réunion, Mayotte et les autres îles, notamment à travers le mrengue », explique-t-il. Pour le chorégraphe, ces similitudes témoignent d'une identité régionale qui mérite d'être explorée et partagée. Dans cette création, la mer occupe une place centrale. Elle représente autant ce qui sépare les populations que ce qui les relie. Elle porte également une dimension spirituelle profondément ancrée dans les cultures de la région. « Nous avons tous cette croyance que la mer nous purifie », souligne Seush. À travers les mouvements et les expressions corporelles, le spectacle interroge ainsi les rapports des peuples insulaires à cet espace commun, mais aussi à leurs croyances et à leurs origines.

La particularité de cette œuvre réside également dans sa dimension collective. Pour la première fois, Tcheza propose une création réunissant des artistes comoriens, malgaches, réunionnais, mauriciens et français. Une diversité qui se traduit jusque dans le processus de création, où chaque participant dispose d'une liberté d'expression. Les danseurs ne se contentent pas d'exécuter une chorégraphie imposée par le directeur artistique. Ils apportent leurs propres propositions, leurs mouvements et leur sensibilité à l'œuvre commune. Cette ouverture s'inscrit dans l'évolution de la compagnie, qui a progressivement dépassé son cadre initial. « Avant, nos créations étaient faites aux Comores par des Comoriens et tournaient aux Comores. Aujourd'hui, nous travaillons avec des artistes de l'océan Indien et nous allons jusqu'à l'international. Cela démontre que nous avons grandi », confie Seush.

Cette dimension internationale s'est notamment illustrée lors de la récente tournée européenne de la compagnie. Un accueil chaleureux et l'intérêt du public pour les expressions artistiques de l'océan Indien ont marqué le fondateur de Tcheza. Une expérience qui nourrit désormais son ambition de développer des stages à l'échelle internationale autour des danses traditionnelles, notamment le Shigoma, le Sambé et le Djaliko, afin de faire connaître ces patrimoines au-delà de leur territoire d'origine. Après une première étape à La Réunion, la tournée, prévue sur une durée d'un mois et demi, se poursuit dans les îles. Aux Comores, le public est invité à découvrir cette création collective ce mercredi 11 novembre à 20 heures, à l'Alliance française de Moroni. Les billets sont proposés à 1 000 et 1 500 francs comoriens. Avec « Océan Indien », Tcheza ne présente pas seulement un spectacle de danse. La compagnie propose une rencontre entre des histoires, des gestes et des identités qui, malgré les frontières, partagent un même espace culturel et maritime.

Mohamed Ali Nasra

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Coup d'envoi de la COP 31 à Antalya

La 31e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) s'est ouverte hier lundi 9 novembre, à Antalya, en Turquie, sous la présidence conjointe du ministre turc de l'environnement et de l'urbanisme Murat Kurum et du ministre australien Chris Bowen. Alors que l'aggravation des catastrophes climatiques, amplifiée par un super El Niño et la crise des prix des énergies fossiles frappent l'économie mondiale, la COP31 est qualifiée par le secrétariat de l'ONU de « COP de la mise en œuvre et d'accélération ». L'objectif est de transformer les engagements théoriques en projets concrets sur le terrain.

Les récents rapports de synthèse de l'ONU Changements climatiques révèlent une dynamique contradictoire. Bien que 127 nouvelles Contributions déterminées au niveau national (CDN) dont celle des Comores, couvrent désormais 70% des émissions mondiales et intègrent davantage l'adaptation et la transition juste, les efforts collectifs restent nettement insuffisants pour maintenir le réchauffement sous la barre des 1,5 °C. Les réductions d'émissions projetées pour 2035 n'atteignent que 6% à 9% par rapport à 2019, bien en deçà des exigences scientifiques. Face à ce déficit d'action, la COP31 entend promouvoir des solutions pratiques à déploiement rapide : accélération de l'électrification propre, politiques zéro déchet et réduction drastique du méthane, un super-polluant dont le potentiel de réchauffement est jusqu'à 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone.

Pour les Petits États Insulaires en Développement (PEID), la COP31 représente une échéance cruciale. Lors de la réunion préparatoire organisée en octobre aux Fidji, en partenariat avec l'Australie et Tuvalu, la vulnérabilité extrême de ces nations face aux chocs climatiques et environnementaux a été réaffirmée. Ces îles subissent de plein fouet la destruction des infrastructures, la hausse du coût de la vie et les menaces sur la sécurité alimentaire. Il est à noter que trois leviers majeurs intéressent directement les PEID à savoir la mise en œuvre réelle des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA). En effet, si 17 PEID figurent parmi les 81 pays en développement ayant déjà soumis leur PNA, un décalage majeur persiste entre la planification et la concrétisation des projets sur le terrain.

Au niveau de la réforme de l'accès au financement climatique, bien que les financements globaux aient augmenté et que l'objectif des 100 milliards de dollars par an ait été atteint selon certaines estimations, les fonds peinent à parvenir aux communautés vulnérables. La complexité administrative, le nombre restreint d'entités accréditées et la longueur des délais de versement constituent des freins majeurs. Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Simon Stiell, insiste sur la nécessité d'acheminer les financements plus rapidement et avec moins de bureaucratie. Le chef de l'Etat prononcera son allocution le mercredi 11 novembre à la conférence. Et concernant le renforcement du financement de l'adaptation, malgré la hausse globale des flux financiers vers le climat, l'adaptation reste sous-financée par rapport aux besoins réels des pays insulaires. Cependant en scellant des partenariats équitables et en rationalisant l'accès aux ressources financières, la COP31 à Antalya doit garantir que la transition vers la résilience ne laisse pas de côté les nations les plus exposées.

Mmagaza



Suite de la page 1

ÉDUCATION :

Encourager les filles à choisir les filières scientifiques

Réunis lundi 9 novembre à Moroni, des acteurs du système éducatif ont pris connaissance des résultats d'une étude consacrée à l'orientation des filles vers les filières scientifiques et numériques. À travers le projet STIM, l'ambition est de renforcer leur confiance, d'améliorer leur accompagnement pédagogique et de favoriser leur accès aux métiers scientifiques et technologiques, au même titre que les garçons.

Le projet « STIM et éducation numérique pour les filles et les femmes », déployé au Bénin, aux Comores et à Madagascar, ambitionne de renforcer la présence des filles dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), ainsi que dans le numérique. Dans le pays, il accompagne les élèves de seconde et de première afin de les encourager à poursuivre des études scientifiques à l'université et à accéder, à égalité avec les garçons, aux métiers du secteur. Cinq établissements bénéficient de cette initiative : quatre publics, les lycées de Ouella, Ntzoudjini, Ndebeni et Moroni, ainsi que l'école privée Abdourahamide. Le projet repose sur quatre axes : inspirer et orienter les filles vers les STIM et le numérique ; renforcer les compétences des acteurs éducatifs ; co-créer des innovations pédagogiques inclusives ; et mobiliser les acteurs en faveur de l'égalité des chances. Les données présentées à l'atelier font état de 450 élèves et de 30 enseignants concernés par les travaux, ainsi que de huit groupes de discussion avec des élèves, huit entretiens avec des enseignants et trois groupes de parents.

Les résultats montrent que l'intérêt des filles pour les sciences existe, mais qu'il reste confronté à des obstacles. Ainsi, 53,3% des élèves interrogées envisagent une filière scientifique ou technique, tandis que 45,2% se projettent dans un métier lié aux STIM ou au numérique. Toutefois, 30,1% restent indécises et 24,7% n'envisagent pas ces domaines. La confiance en leurs capacités demeure également fragile : seules 38,8% se jugent bonnes en mathématiques, 36,7% en physique-chimie et 41,6% en sciences de la vie et de la Terre (SVT). Présentant les résultats de cette démarche, Samia Abdoul Madjid, coordinatrice pays du projet aux Comores, a expliqué que l'atelier s'appuyait sur une étude pré-facto réalisée en 2024, complétée par un test de positionnement administré aux élèves des établissements bénéficiaires. L'objectif est d'évaluer les compétences des filles de seconde et de première scientifique, puis de co-construire avec les établissements et le ministère de l'Éducation nationale des modules de formation destinés aux élèves et aux enseignants, intégrant les sciences et le numérique.

Les échanges ont également mis en lumière le rôle déterminant des enseignants dans les choix d'orientation. Un inspecteur pédagogique a rappelé que les filles disposent de réelles capacités en mathématiques et en physique-chimie. Il a notamment insisté sur la nécessité de leur faire prendre conscience de leur potentiel, estimant qu'il faut les « faire accepter qu'elles sont meilleures », sans les enfermer dans des représentations liées au genre. Il a surtout appelé à examiner les pratiques pédagogiques et les compétences des enseignants. Selon lui, un professeur peut « faire changer le court chemin d'un élève ». Un élève qui obtient de bons résultats dans les matières scientifiques peut ainsi renoncer à cette voie en raison des lacunes professionnelles de son enseignant. Il a également rappelé que la maîtrise des disciplines ne suffit pas toujours : « Il y a des professeurs qui ont fait des études de comment enseigner, la pédagogie, et des professeurs qui ont uniquement eu des diplômes. Cela, ce n'est pas la même chose. » Pour l'inspecteur, la réflexion ne doit donc pas porter uniquement sur les filles, mais aussi sur l'accompagnement pédagogique qui leur est proposé.

Sur le plan méthodologique, les participants ont discuté de la représentativité des établissements retenus. Les lycées d'Ouella et l'école Abdourahamide ont notamment été présentés comme des échantillons permettant d'éclairer les réalités des autres établissements. Des propositions ont été formulées, notamment pour mieux prendre en compte les différences entre établissements publics et privés, désengorger les écoles et distinguer les réalités des milieux urbains et ruraux. Le secrétaire général adjoint du ministère de l'Éducation nationale, Saïd Youssouf Ali, a salué le travail réalisé et appelé à inscrire cette démarche dans la durée afin qu'elle puisse contribuer à une politique éducative pérenne. Au-delà des résultats présentés, l'enjeu est de créer un environnement scolaire qui permette aux filles de choisir librement leur orientation, de développer leurs compétences et de réussir dans les filières scientifiques et numériques. Car si l'intérêt pour les sciences est bien présent, il reste à renforcer durablement la confiance, l'accompagnement et les perspectives professionnelles.

El-Aniou Fatima

CULTURE :

À Foumbouni, le théâtre apprend aux enfants à dire non

Au CLAC de Foumbouni, le Corps de Lune a transformé une salle de lecture en scène de prévention. Entre chant, jeu de couleurs et théâtre, des enfants de six à quinze ans ont appris à nommer les limites de leur corps.

Dimanche 8 novembre, il est dix heures à Foumbouni quand nous entrons au centre de lecture et d'animation culturelle. Un sol en béton, à gauche, des étagères de livres. Au fond, un rideau blanc et des chaises rouges. Sur les murs, deux panneaux où est marqué CLAC en violet. Au plafond, une peinture bleue et rose. Au centre, Sitti Thourayat Daoud, artiste, comédienne professionnelle, face à un cercle d'enfants, filles et garçons, assis au sol. Alliant danse, chant et théâtre, le spectacle "Le Corps de Lune" est sa création actuelle. Un solo de quarante minutes, dès six ans, lequel fut présenté pour la toute première fois en avril dernier à l'Alliance Française de Moroni. Salué alors par un standing ovation, il associe spectacle et ateliers de sensibilisation. Depuis octobre, il est devenu une tournée nationale dans les trois îles.

"Aujourd'hui nous sommes venus à cet atelier de sensibilisation au CLAC de Foumbouni, pour inviter les enfants à s'approprier les notions fondamentales du respect de soi, des limites personnelles et du consentement," a affirmé l'artiste. La séance commence par une leçon de théâtre. Sitti Thourayat Daoud explique la différence entre raconter une histoire et la jouer. Raconter, c'est dire avec des mots. Jouer, c'est faire avec son corps, ses gestes et sa voix. Le personnage vit l'histoire, le comédien le fait exister, le public regarde et ressent. Chaque enfant marche vers le centre et annonce son prénom à haute voix. Les premiers murmurent, puis les voix s'affermissent. Soumayat, quinze ans, se lance. « Au début, j'avais un peu peur, c'était gênant », confie-t-elle. « Maintenant, je me sens à l'aise, je peux parler devant les autres sans timidité. »

Puis vient le chant en Shikomori qui parlait des parties du corps humain et de ses fonctions, mais surtout des limites et du respect vis-à-vis de celui-ci. L'animatrice lance un appel, les enfants répondent en chœur. La chanson est répétée, puis chantée en entier. « Qu'avez-vous compris des paroles ? » Les enfants répondent : respecter son corps, s'écouter, se protéger. Puis vient le cœur de la séance, les parties intimes. « Ce sont les zones cachées par les vêtements, que personne n'a le droit de regarder ou de toucher », explique Sitti Thourayat. Exception comprise en cas de consultation médicale en présence d'un proche de la famille. Vert pour oui. Rouge pour stop. Orange pour j'ai peur, j'ai besoin d'aide auprès d'un adulte de confiance.

Les enfants manipulent les objets, lèvent les bras en croix, montrent sur la poupée les parties touchables et les parties intimes. Le cercle se brise, certains s'allongent, d'autres traversent la salle. La séance se termine par des jeux de rôle. L'un joue un camarade trop insistant, l'autre apprend à dire non, à s'éloigner, à chercher un adulte. « Ce que j'ai appris, je peux l'utiliser à la maison et dans la vie de tous les jours », poursuit Soumayat. « J'ai compris que j'ai le droit de refuser le contact d'une personne que je n'ai pas approuvée. » Auparavant, en 2021, la comédienne avait également mis en scène et porté la pièce "Excusez-moi madame", qui traitait déjà de la libération de la parole et des violences basées sur le genre. Le Corps de Lune sera à nouveau représenté le 20 novembre prochain à l'Alliance française de Moroni pour boucler la tournée. À Foumbouni, il a déjà laissé l'essentiel, notamment des enfants qui savent que leur corps leur appartient et comment le protéger.



Hamdi Abdillahi Rahilie

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Hamdi Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SÉCURITÉ :

Bientôt trois nouveaux commissariats à Mohéli

Les localités de Hoani, Wanani et Ndrondroni devraient accueillir trois nouveaux commissariats dans le cadre du renforcement du dispositif sécuritaire à Mohéli. L'annonce a été faite vendredi 6 novembre par le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ahmed Assoumani, lors de l'inauguration du centre de police de Djando, réhabilité pour un montant de 5,5 millions de francs comoriens. L'objectif est de rapprocher les forces de l'ordre des populations et d'améliorer la couverture policière de l'île.

Le renforcement de la sécurité de proximité entre dans une nouvelle phase à Mohéli. En annonçant la création de trois commissariats, le ministre de l'Intérieur entend améliorer la présence policière dans plusieurs zones de l'île et faciliter les interventions des agents sur le terrain. La première réalisation concerne Wanani dans la région de Djando, où le centre de police vient d'être réhabilité pour un coût de 5,5 millions de francs comoriens. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de la gouverneure de Mohéli et de plusieurs autorités.

Pour Mohamed Ahmed Assoumani, l'amélioration des infrastructures policières constitue une condition essentielle pour garantir la sécurité des citoyens. « Il est difficile de garantir la paix et la sécurité de la population si nos agents ne disposent pas de sièges adaptés pour exercer leurs missions », a-t-il déclaré. Le choix des trois localités répond à des considérations géographiques et sécuritaires. Hoani, en raison de son importance dans les déplacements inter-îles, représente un point stratégique pour la surveillance. À Wanani et Ndrondroni, les futures structures devraient faciliter l'accès des habitants aux services de police et réduire les délais d'intervention.



Mais au-delà des infrastructures, la disponibilité des ressources humaines reste un enjeu majeur. Le ministre a expliqué que la difficulté réside notamment dans la répartition des policiers sur le territoire. Une réorganisation des effectifs est ainsi envisagée pour mieux répondre aux besoins des différentes localités. Le ministère compte également solliciter ses partenaires pour mobiliser les équipements nécessaires, notamment des véhicules de service. Reste désormais à concrétiser ces annonces. Car l'efficacité des futurs commissariats dépendra autant de leur installation que des moyens humains et matériels mis à leur disposition.

Riwad

Votre santé

Santé de la prostate : Un urologue recommande les meilleurs aliments à privilégier dans votre alimentation pour réduire le risque d'hypertrophie bénigne de la prostate (HBP) et de cancer.

À partir de 50 ans, une prostate qui grossit peut perturber les nuits, mais certains choix dans l'assiette changent la donne. Un urologue détaille les aliments à privilégier, ceux à freiner et les bons réflexes pour limiter HBP et risque de cancer.

EN BREF

• Autour de 50 ans, la Mayo Clinic et l'urologue Mathisekaran Thangarasu alertent sur l'impact de l'alimentation sur la santé de la prostate.

• Tomates cuites, légumes crucifères, poissons gras, légumineuses, fruits antioxydants et bonnes graisses forment le cœur des aliments santé prostate évoqués par l'expert.

• Limiter viandes rouges, laitages gras, alcool, caféine, ultra-transformés et adopter quelques gestes pourrait transformer la prise en charge de l'HBP et du risque de cancer.

Petite glande de 20 grammes, la prostate peut pourtant gâcher les nuits de beaucoup d'hommes. La Mayo Clinic estime qu'autour de 50 ans, un homme sur deux présente déjà des signes **d'hypertrophie bénigne de la prostate** (HBP). Une alimentation riche en **aliments santé prostate** fait partie des moyens simples pour limiter ces troubles.

L'HBP reste une maladie bénigne et aucun lien direct n'a été démontré avec le cancer de la prostate, précise le site médical français Vidal. On ne peut pas empêcher complètement l'adénome, mais l'assiette influence des facteurs clés comme l'inflammation, le stress oxydatif, l'équilibre hormonal et le poids, qui jouent aussi sur le risque de cancer.



HBP et cancer : rôle de l'alimentation

L'alimentation agit d'abord sur l'inflammation et le stress oxydatif, quand un excès de graisses saturées et de sucres les entretient. Elle module aussi les hormones et la sensibilité à l'insuline. Les aliments santé prostate correspondent surtout à des végétaux colorés et à des graisses riches en oméga-3 contenant curcumine, lycopène ou sulforaphane, abondants dans curcuma, tomate et légumes crucifères.

Le Dr Mathisekaran Thangarasu, urologue indien, résume bien l'enjeu : "Le cancer de la prostate est comme n'importe quel autre cancer et en suivant un mode de vie sain et de bonnes pratiques alimentaires, nous pouvons l'empêcher de prendre le contrôle de nos vies". Poids stable, activité physique, arrêt du tabac et alcool modéré vont de pair avec ce profil alimentaire.

Aliments à privilégier pour la prostate

Parmi les aliments les mieux documentés figurent les tomates riches en lycopène : cuites avec un filet d'huile d'olive, elles en améliorent l'absorption ; des urologues de l'université de Californie conseillent au moins deux plats de tomate par semaine. Brocoli, chou-fleur ou chou, riches en sulforaphane, tout comme fruits rouges, grenade, noix et noisettes apportent de nombreux antioxydants.

Les légumineuses (lentilles, pois chiches, haricots) et le soja offrent des protéines avec peu de graisses saturées, utiles pour remplacer une partie des viandes rouges et charcuteries. Poissons gras comme la sardine ou le maquereau apportent des oméga-3. Fibres et hydratation suffisante limitent la constipation, qui aggrave les symptômes d'HBP, tandis que caféine et alcool ont tendance à irriter la vessie.

Ce qu'il vaut mieux limiter

Reste à réduire ce qui nuit au terrain : portions fréquentes de viande rouge ou de charcuterie, surtout cuites au barbecue. Ces cuissons à haute température génèrent des composés comme les HCA et les PAH, étudiés pour leur lien possible avec plusieurs cancers. Produits laitiers très gras, plats ultra-transformés, boissons sucrées et excès de sel favorisent surpoids, résistance à l'insuline et inflammation.

En pratique, quelques réflexes aident à protéger sa prostate et à mieux vivre une HBP :

• Ajouter chaque jour un légume crucifère ou une portion de légumineuses.

• Manger de la tomate cuite et du poisson gras deux fois par semaine.

• Consulter en cas de troubles urinaires pour discuter dosage du PSA (antigène spécifique de la prostate), sachant qu'en France l'INCa ne recommande pas de dépistage systématique.

(Top Santé)

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

CULTURE :

Le Shikomori à l'honneur à Ikoni

Le 8 novembre dernier, le Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) d'Ikoni a vibré au rythme de la langue nationale. Écrivains, autorités, chercheurs et passionnés de littérature se sont retrouvés pour célébrer le livre et la culture comorienne. Entre discours, concours d'éloquence et dictée, cette rencontre a rappelé une évidence : le shikomori, par-delà ses variantes dans les îles, demeure un ciment linguistique unique.

La salle du CLAC d'Ikoni affichait complet pour accueillir l'événement intitulé « Les livres et le shikomori à l'honneur à Ikoni ». Cette journée thématique, rythmée par des séances de dédicaces, des débats et des ateliers, a été orchestrée par l'écrivain et éditeur Patrice Ahmed Abdallah, aux côtés du linguiste et éditeur Mohamed Ahmed Chamanga. Parmi l'auditoire attentif figuraient notamment le gouverneur de l'île de Ngazidja, la ministre du Transport maritime, l'ambassadeur de l'UNESCO auprès de l'Union des Comores, ainsi que de nombreux cadres de la ville et membres de la société civile. Devant un public captivé, Mohamed Ahmed Chamanga a exposé les spécificités techniques de la langue comorienne. Après avoir retracé ses origines, le linguiste a décrypté les nuances dialectales qui s'observent d'une île à l'autre, qu'il s'agisse de certaines structures verbales, de sonorités particulières ou d'expressions locales. Pour l'expert, ces variations n'altèrent en rien l'unité fondamentale du pays : « Le shikomori est une langue semblable et une même », a-t-il affirmé.

Il a ensuite pointé du doigt un obstacle du quotidien à savoir la maîtrise de l'écrit. Selon lui, la standardisation orthographique représente aujourd'hui l'un des plus grands défis pour la valorisation du patrimoine linguistique. Face à cet enjeu, Mohamed Ahmed Chamanga prône l'action immédiate : « L'État doit agir pour que notre langue soit enseignée à l'école. C'est une question d'urgence. » Il a également plaidé pour une formation accrue des professionnels des médias, afin que le shikomori occupe la place qui lui revient dans la production de l'information. Cet appel a été largement soutenu par l'ambassadeur de l'UNESCO auprès de l'Union des Comores. Insistant sur la profondeur de ce patrimoine verbal, il a invité la jeune génération à s'emparer de la recherche universitaire : « Certes, il y a eu des études, mais cette langue reste un terrain en friche. Il y a encore énormément à explorer. » Le diplomate a conclu son intervention par un message fort d'unité : « La première chose que nous devons faire, c'est dépasser cette idée que nos îles sont divisées. Nous sommes semblables et nous partageons une seule et même langue. »

De son côté, Patrice Ahmed Abdallah a mis l'accent sur le rôle crucial de la lecture en s'adressant directement à la jeunesse : « Ne vous éloignez jamais des livres. » Pour l'éditeur, le savoir y est consigné et il appartient à chacun d'aller le puiser pour forger librement sa propre pensée. Cependant, cette ouverture intellectuelle ne doit pas détacher les Comoriens de leurs racines culturelles. « Nous avons la chance de posséder une langue magnifique, riche de ses expressions, de ses proverbes,



de sa sagesse et de ses traditions », a rappelé l'écrivain. Pour autant, défendre le shikomori ne signifie pas se replier sur soi. Au contraire, cela offre aux enfants des repères solides pour s'ouvrir au monde avec assurance : « Un enfant qui grandit avec sa langue maternelle possède la première clé pour nommer les choses, exprimer ses émotions et structurer son esprit. »

La journée s'est poursuivie dans une ambiance festive grâce à un concours d'éloquence en shikomori, où les candidats disposaient de trois minutes pour convaincre. Écrivains, chercheurs et même le gouverneur de Ngazidja se sont prêtés au jeu, donnant lieu à des moments chaleureux mêlant éclats de rire et hésitations linguistiques. La rencontre s'est clôturée sur une note studieuse avec la dictée « Djohé hede ho shidoni », un texte de Mohamed Ahmed Chamanga. À Ikoni, cet événement a dépassé le simple cadre de l'animation culturelle : il a résonné comme une invitation collective à lire, écrire et s'exprimer fièrement, pour que chacun devienne un passeur de mémoire et de savoir.

El-Aniou Fatima

HABARI ZA UDUNGA

Le ‘’client-roi’’, un concept inconnu dans les îles de la lune

Dans la plupart des pays du monde, sauf chez nous diraient les mauvaises langues, tous les services commerciaux publics et privés appliquent le principe du client-roi. C’est à dire que l’on fait toujours le nécessaire pour que le client soit satisfait du service qu’il est en droit d’attendre.

Dans les îles de la lune, on est loin de tout ça. Au contraire, c’est le client qui doit se plier aux desiderata des prestataires de service. Il n’est pas rare qu’en taxi, on vous mène devant une station d’essence et le soleil qui vous rentre dans la figure pendant plusieurs minutes, tandis que le taximan ne daigne vous demander des excuses pour ce désagrément. Qu’est ce qui l’empêche de mettre d’abord l’essence avant d’aller à la pêche aux passagers ? Un jour un ami enseignant qui voulait se rendre au boulot, prend un taxi vers le quartier Mtsangani et quel ne fut son étonnement de voir le taximan se diriger vers la station de taxis de Gobadju, arrêter le moteur, descendre de voiture pour dit-il, attendre d’éventuels passagers.

Combien de fois, dans les administrations publiques, vous devez courber l’échine pour qu’on daigne vous occuper de vous ? Il n’est pas rare qu’avant de se déplacer dans une administration quelconque, l’on ne vous pose l’éternelle question : « Yekutsudjuwa mdru yiho ? ». En effet, si par malheur, vous n’avez pas une connaissance dans le service, vous devrez avoir le cœur solide car devant vos yeux ahuris, vous assisterez de visu à des passe-droits sans la moindre gêne. Ne parlons plus des services comme les télécommunications ou dans l’électricité, où l’absence de concurrence place les employés de ces entreprises en haut d’un piédestal. Il suffit de voir comment sont gérées les permanences dans ces entreprises pour mesurer le peu de cas dont elles accordent aux consommateurs que nous sommes !

On parle souvent de réforme des entreprises publiques et de la fonction publique. Il faudrait d’abord commencer à définir cette notion de ‘’public’’. Les clients que nous sommes, sont avant tout des citoyens. Et ces citoyens ont le droit d’être traité avec égard par ceux et celles qui sont censés être à leur service. Mais quand on perçoit la réalité, on peut émettre des sérieux doutes sur la volonté du microcosme de changer cet état de fait.

Ne parlons pas des permanences des pharmacies où il est inconcevable qu’une ville comme Moroni, il existe le week-end une seule pharmacie de garde et que surtout certaines de ces pharmacies ne disposent pas de la plupart des médicaments idoines. Le malade doit prendre son mal en patience, sans jeux de mots, jusqu’au lundi. Le client sera traité comme ‘’un roi’’ le jour où les poules auront des dents, ricane sous cape le citoyen d base.

Mmagaza

France
EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

Avis de marché

NATURE DU MARCHE : SERVICE
POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.
OBJET DU MARCHE : **PRESTATIONS D’AGENCE DE VOYAGE ET SERVICES ASSOCIES**
LIEU D’EXECUTION : Union des Comores.
Projet : Unité Support Projet (USP)

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Toute personne morale non exclue des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d’éligibilité décrits dans le cahier des charges.

CRITERES D’ATTRIBUTION :
Les critères de notation des offres se feront comme suit : Critère 1 : prix des prestations (la notation financière [NF] sur **40 points** maximum) ; Critère 2 : Qualité technique (NT sur 60 points maximum).
Le soumissionnaire qui aura l’offre financière la moins-disante parmi les candidatures se verra attribuer la note maximale de 40 points.
La note financière est obtenue pour chaque candidat par application de la formule : nombre de point maximum x montant de l'offre financière la moins-disante / montant de l'offre financière du candidat noté.
La note globale finale de chaque offre est obtenue par addition de la note technique et de la note financière.
Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

PROCEDURE : Appel d’offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161
4 et R. 2161-5 du CCP

CONDITION D’ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION :
Le dossier de consultation est gratuit.
Pour l’obtenir, vous pouvez cliquer sur le lien suivant :https://www.marchespublics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=30
97212&orgAcronyme=s2d ou effectuer la demande par email à l’adresse suivante :
log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :
Toute demande d’informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l’adresse email : log.comores@expertisefrance.fr au plus **tard 5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres.
La date limite de soumission est fixée au 04/12/2026 à 12h30 (heure de Paris).

PROCEDURES DE RECOURS :
L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75 859 PARIS Cedex 17 ;
e-mail : **tj-paris@justice.fr**.
Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal judiciaire de Paris ; e-mail : **tj-paris@justice.fr**.

FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

الاتحاد القمري لكرة القدم

B.P 2504 – Tel : 763 26 66 Fax : 773 85 26 / 773 32 36 E-mail : ffc@fedcomfoot.com www.fedcomfoot.com

Direction Technique Nationale
Termes de référence – Chef de projet Football for Schools (F4S)

1. Contexte

Le programme Football for Schools (F4S) a été lancé par la FIFA en 2019, en partenariat avec l'UNESCO. Il vise à rendre le football accessible aux filles et aux garçons en l'intégrant aux activités scolaires, et à transmettre aux enfants des compétences de vie à travers le jeu. À l'échelle mondiale, le programme ambitionne de toucher 700 millions d'enfants de 4 à 14 ans, en priorité dans les zones les plus défavorisées. Il fournit des ballons aux écoles et met à la disposition des enseignants une application gratuite de séances d'entraînement.

Aux Comores, le programme a été lancé les 30 et 31 janvier 2023 par la FFC, avec le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Sports. À cette occasion, 40 éducateurs des trois îles ont suivi une formation dispensée par des instructeurs de la FIFA.

En 2026, la FFC a organisé le championnat national de football scolaire U15, qui a réuni 24 établissements des trois îles. Ce réseau d'écoles constitue une base solide pour la suite du programme.

La FIFA et la FFC préparent aujourd'hui la mise en œuvre d'un projet pilote Football for Schools aux Comores, au bénéfice de la jeunesse comorienne. La FIFA accompagne la Fédération tout au long de la phase de préparation, notamment pour la mise en place d'une équipe dédiée au projet.

Pour piloter ce projet, en lien étroit avec les équipes de la FIFA, la FFC recrute **un Chef de projet Football for Schools.**

2. Objectif du poste

Le Chef de projet assure la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet pilote Football for Schools aux Comores, puis de son extension. Il veille à ce que le programme atteigne les écoles des trois îles, filles et garçons, conformément aux orientations de la FIFA et aux priorités de la FFC et du Ministère de l'Éducation nationale.

Il fait le lien entre le programme F4S et le championnat national de football scolaire, afin de bâtir un parcours continu de l'école vers les structures fédérales de formation.

3. Missions et responsabilités

Planification et coordination - Élaborer le plan d'action annuel du programme F4S et son budget, en lien avec la Direction Technique Nationale.

- Coordonner les interventions de la FFC, des Ligues insulaires, du Ministère de l'Éducation nationale, du Ministère des Sports et de la Commission nationale du football de jeunes.

Assurer la liaison quotidienne avec les équipes Football for Schools de la FIFA, suivre le fil d'échanges du projet et répondre à leurs demandes.

Mise en œuvre dans les écoles - - - -

Identifier et sélectionner les écoles bénéficiaires avec le Ministère

Organiser la formation des enseignants et des éducateurs à la méthodologie F4S et à l'utilisation de l'application du programme.

Planifier et contrôler la distribution des ballons et du matériel aux écoles, avec fiches de remise signées.

Promouvoir la participation des filles dans toutes les activités du programme.

Compétitions et détection -

Contribuer à l'organisation du championnat national de football scolaire U15 et des festivals scolaires. - -

Mettre en place, avec la DTN, un dispositif d'identification des jeunes talents dans les écoles.

Préparer la participation des écoles comoriennes aux compétitions scolaires internationales.

Suivi, évaluation et communication -

Tenir à jour une base de données des écoles, enseignants formés, élèves touchés (par sexe et par île) et matériel distribué. - - -

Effectuer des visites de suivi régulières dans les écoles des trois îles.

Produire les rapports d'activité et les rapports financiers demandés par la FFC et la FIFA.

Valoriser le programme auprès des partenaires et du public (photos, articles, réseaux sociaux).

4. Livrables attendus

Livrable	Échéance
Plan d'action et budget annuels du programme F4S	1 mois après la prise de fonction
Liste validée des écoles bénéficiaires par île	2 mois après la prise de fonction
Base de données de suivi (écoles, enseignants, élèves, matériel)	3 mois après la prise de fonction, puis mise à jour continue
Rapports de formation des enseignants	Après chaque session
Fiches de remise du matériel signées	Après chaque distribution
Rapport d'activité trimestriel	Chaque trimestre
Rapport annuel d'activité et financier	Fin de chaque année

5. Profil requis

Formation -

Diplôme de niveau Bac+3 minimum en sciences de l'éducation, STAPS, gestion de projet, gestion du sport ou domaine équivalent. -

Un diplôme d'entraîneur ou une formation en pédagogie sportive est un atout.

Expérience -

Au moins 3 ans d'expérience en gestion de projets, de préférence dans le sport, l'éducation ou le développement communautaire. - -

Expérience de travail avec des écoles, des enseignants ou des jeunes.

Une expérience avec des programmes financés par des partenaires internationaux (FIFA, agences des Nations Unies, ONG) est un atout.

Compétences -

Capacité à planifier, budgétiser et suivre des activités sur plusieurs sites. - - - - -

Aisance dans la coordination de partenaires variés : fédération, ministères, ligues, écoles. Bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, outils de collecte de données). Excellentes capacités de rédaction de rapports, Maîtrise du français et du shikomori.

Sensibilité aux questions d'égalité filles-garçons et de protection de l'enfance.

Disponibilité pour des déplacements réguliers dans les trois île

6. Conditions du poste

Rubrique	Détail
Rattachement	Directeur Technique National de la FFC
Collaboration	Commission nationale du football de jeunes, Ligues insulaires, Ministère de l'Éducation nationale
Lieu de travail	Siège de la FFC, Moroni, avec déplacements réguliers à Anjouan et Mohéli
Type de contrat	CDD

Une période d'essai de trois mois est prévue. Le Chef de projet fait l'objet d'une évaluation annuelle sur la base des livrables et des indicateurs du programme.

7. Modalités de candidature

Le dossier de candidature comprend :

1. Une lettre de motivation adressée au Secrétaire général de la FFC.
2. Un curriculum vitae détaillé.
3. Les copies des diplômes et attestations.

Les dossiers sont à déposer au siège de la FFC à Moroni ou à envoyer par courriel à l'adresse contact@fedcomfoot.com , avec la mention « Candidature – Chef de projet F4S », **au plus tard le 16 novembre 2026 à 17H00.**

Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués à un entretien. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.